La France prend les rênes de l’Europe

Environnement, défense, immigration et réforme de la PAC : telles sont les principales préoccupations de la présidence française de l’UE, qui a débuté le 1er juillet. A Budapest comme dans toutes les capitales européennes, la France a tenu à marquer le lancement de sa présidence de l’Union européenne pour six mois.

C’est accompagné de ses homologues tchèque et suédois que l’Ambassadeur de France en Hongrie, René Roudaut, a convié la presse à l’Institut français pour lui présenter le programme des mois à venir.

Lors de cette présentation, l’Ambassadeur de France a souligné que cette présidence devait mettre de côté les intérêts nationaux et faire preuve de modestie : «On ne progresse que collectivement», a-t-il insisté, se félicitant en outre du travail accompli avec la Suède et la République tchèque pour préparer le programme de la présidence française. M. René Roudaut a par ailleurs détaillé les quatre priorités de cette présidence:

• L’énergie et l’environnement. Une importante échéance se profile au niveau environnemental avec la conférence de Copenhague en décembre 2009. D’ici là, les membres de l’UE devront se mettre d’accord sur de nouveaux objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour remplacer ceux du protocole de Kyoto, qui arrive à terme en 2012.

En ce qui concerne l’énergie, l’un des principaux objectifs est d’assurer la sécurité des approvisionnements en pétrole et en gaz, tout en favorisant les énergies

renouvelables.

• La défense et la sécurité. Comme le souligne l'Ambassadeur de France, «il n'est pas envisageable que l'Europe ait un vrai projet politique si elle n'est pas responsable de sa propre sécurité». La présidence française va donc participer à la révision de la Stratégie européenne de sécurité, pour «permettre à la défense de réagir rapidement en cas de crise». Cette réflexion trouve en effet toute sa place dans un contexte international tendu, notamment au Proche et Moyen-Orient.

• L'avenir de la Politique Agricole Commune. Lancée en 2003, la réforme de la PAC va se poursuivre. «La PAC, qui est l'une des plus anciennes politiques européennes, doit rester une politique centrale», a poursuivi l'Ambassadeur. Son homologue suédoise Cecilia Björner s'est déclarée satisfaite que la France participe à cette réforme. «Nous avons des désaccords et c'est très bien que nous commencions à en discuter sérieusement», a-t-elle ajouté.

• Les migrations et le droit d'asile. La France souhaite parvenir à une harmonisation des politiques d'immigration au travers d'un Pacte européen sur l'immigration et l'asile. Il s'agira notamment de mieux lutter contre l'immigration illégale, d'adopter un régime commun du droit d'asile, mais aussi d'améliorer les politiques de co-développement avec les pays d'origine des candidats à l'immigration illégale.

L'Ambassadeur de Suède s'est réjouie de l'efficacité du «trio» (France, République tchèque et Suède) et a insisté sur plusieurs thèmes chers à son pays : elle a souhaité l'intensification de la lutte contre le changement climatique, un poids plus important de l'UE au niveau international et une politique de l'emploi plus efficace «pour assurer la cohésion sociale au sein de l'Europe».

De son côté, l'Ambassadeur tchèque, Jaromír Plisek, s'est dit favorable à la poursuite de l'élargissement de l'UE, à une politique de rapprochement avec les voisins à l'Est et a mis l'accent sur la défense des droits de l'homme, en collaboration avec la future administration américaine mise en place après les élections de novembre 2008.

Un semestre chargé

René Roudaut n'a pas manqué d'évoquer le non irlandais au référendum sur le Traité de Lisbonne : «Nous prenons acte de la décision des Irlandais, mais nous souhaitons que le processus de ratification se poursuive. Il faut aller de l'avant !». Il

a par ailleurs salué le «volontarisme de la Hongrie», premier pays à avoir ratifié ce traité en décembre 2007.

«Il faut réduire le divorce entre les peuples d'Europe et les institutions, montrer que l'UE n'est pas qu'une construction technocratique. Nous, Européens, avons des valeurs communes», a ajouté l'Ambassadeur de France. Il a souhaité que la Saison culturelle européenne – qui présente en France des centaines de manifestations en lien avec les vingt-six autres Etats membres – puisse participer à ce mouvement de réconciliation.

Parmi les premiers rendez-vous de cette présidence, l'Ambassadeur français a souligné l'importance du Sommet de Paris du 13 juillet, qui réunira les chefs d'Etats et de gouvernements de l'UE et des pays riverains du bassin méditerranéen pour donner une base solide à ce projet cher au président Nicolas Sarkozy : «Cela devra passer par des projets concrets, comme le charbon et l'acier au début de la construction européenne».

Le semestre s'annonce donc chargé pour la présidence française, moins d'un an avant l'élection d'un nouveau Parlement européen, en juin 2009, et dans un contexte d'incertitude quant aux institutions. En effet, s'il avait été ratifié, le traité de Lisbonne aurait dû s'appliquer dès le 1er janvier 2009. Dans l'attente d'une solution, l'UE continuera à fonctionner selon les règles du traité de Nice.

La Hongrie ne sera pas privée d'actualité européenne. Les Hongrois voteront bien sûr pour élire leurs représentants en juin prochain. Puis la ville de Pécs sera capitale européenne de la culture pendant toute l'année 2010 aux côtés d'Istanbul (Turquie) et d'Essen (Allemagne). Enfin, début 2011, la Hongrie prendra à son tour la présidence de l'UE.

Sébastien Martineau

Site internet de la présidence française: www.ue2008.fr

- Catégorie
Agenda Culturel